Cet amendement a une deuxième raison: il s'applique à l'autorisation qui a été obtenue légalement, par là même que l'exigence de rapport donne plus de sens aux articles du projet de loi concernant l'infraction et les dommages-intérêts. Il aidera tout d'abord chaque Canadien à savoir s'il a été victime d'une écoute électronique légale. En fait, si un Canadien découvre un dispositif électronique d'écoute, et si en temps voulu il ne reçoit pas l'avis auquel il aurait droit en vertu du présent amendement, il a alors de bonnes raisons de soupçonner qu'il a pu peut-être été la victime d'une écoute électronique illégale. Dans ce cas, il peut avoir recours à l'article très précis sur les dommages en vertu duquel il peut poursuivre le responsable de cette surveillance illégale pour obtenir des dommages-intérêts jusqu'à concurrence de \$5,000, il peut chercher à obtenir que cette personne soit jugée en cour d'assises où elle risque de se voir infliger une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement.

● (1640)

Mais sans l'avis prévu à l'article, comment savoir? Il est certain que les preuves présentées au juge à l'appui d'une demande d'autorisation ne seront révélées au public. Il est certain que l'audience au cours de laquelle on obtient une autorisation ne sera pas publique. Il s'agira d'une audience à huis clos, et je pense que d'après les témoignages de la police ou des hauts fonctionnaires chargés de l'application de la loi qui ont comparu devant le comité de la justice et des questions juridiques en diverses occasions au cours de la présente législature et lors de la précédente, il est clair que la police ou les hauts fonctionnaires chargés de l'application de la loi ne communiqueront pas les preuves qui ont été utilisées pour obtenir l'autorisation. Il est évident qu'il s'agira de documents secrets. A un moment donné, des comptes doivent être rendus et si nous n'adoptons pas l'article prévoyant l'avis, que la majorité des membres du comité de la justice et des questions juridiques ont jugé opportun d'introduire, nous n'aurons pas la franchise et la responsabilité envers le public indispensable dans le cas d'un système légal d'écoute électronique utilisé dans une société démocratique.

La motion originale que j'ai déposée devant le comité permanent n'est pas un produit de mon imagination ni de celle de tout autre membre du comité. En fait, elle a été élaborée par le comité permanent de la dernière législature; un comité qui était dominé par une majorité de partisans du gouvernement libéral et qui a présenté un excellent rapport à la Chambre le 11 mars 1970. Je voudrais citer ce rapport d'un bout à l'autre, parce qu'à mon avis la logique de l'amendement que nous discutons aujourd'hui y est très clairement exposée.

Le comité recommande que toute ordonnance autorisant l'interception de communications précise que le ministre compétent doit prévenir, par écrit, la personne surveillée, dans les 90 jours suivant la fin de l'interception; et que la signification soit certifiée par le ministre compétent à la cour qui émet l'ordonnance d'autorisation. On peut déroger à la règle dans le cas d'une interception impliquant de l'espionnage ou du sabotage pour le compte d'une puissance étrangère, ou lorsque le ministre responsable certifie au juge qui accorde l'autorisation, avant l'expiration des 90 jours, que l'enquête se poursuit et que le juge estime que les intérêts de la justice commandent l'octroi d'un délai précis d'une durée raisonnable.

C'est bien conformément à ce rapport majoritaire—et je répète qu'il s'agissait d'un comité dominé par des libéraux—que l'amendement fut présenté au comité permanent et adopté.

Pour illustrer à nouveau que le comité lui-même n'inventait rien, et qu'il a eu par la suite confirmation d'une

Protection de la vie privée

partie des raisons motivant la signification d'écoute, j'aimerais vous citer quelques témoignages de l'Association canadienne pour les libertés civiles lorsqu'elle a comparu devant le comité permanent de la justice et des questions juridiques le 6 juin 1972. Je citerai un passage du mémoire présenté ce jour par cette association:

Tous les cas d'interception de communications ne se terminent pas nécessairement en audience publique, si bien que les victimes risquent de ne jamais rien en savoir. Afin de minimiser le caractère subreptice de cette procédure, nous estimons que le bill devrait prévoir une disposition exigeant que la victime soit informée en conséquence, dans un laps de temps raisonnable après la fin de la surveillance électronique. Ceci permettrait à une victime innocente de chercher à obtenir des compensations dans les cas où cette surveillance aurait été non fondée. En outre, la nécessité d'en aviser les personnes découragerait la multiplication d'écoutes inutiles. L'avertissement des victimes est, en effet, le complément parfait de la publication des statistiques. L'idée d'irriter un grand nombre de citoyens diminuerait sans doute les écoutes inutiles.

Or, de telles dispositions figurent justement dans la loi américaine, dans les propositions du professeur Blakey, ainsi que dans les recommandations de votre comité. Il est fort dommage que le gouvernement n'ait pas jugé opportun de les inclure dans le bill C-6. Nous vous invitons donc à revenir à la charge.

Cette déclaration de l'Association canadienne des libertés civiles épuise le sujet. La majorité du comité permanent de la législature précédente avait recommandé une disposition de ce genre mais, pour des raisons non clairement expliquées, le gouvernement a choisi d'adopter la recommandation. Une fois encore, l'Association canadienne des libertés civiles se référant à des autorités américaines, soit à l'excellente argumentation de M. Robert Blakey, professeur à la faculté de droit de Notre-Dame aux États-Unis, ainsi qu'à d'autres déclarations faites alors publiquement, demandait au comité de revenir à la charge. Et le comité de cette législature éclairée l'a fait et a réussi. C'est l'amendement que le ministre cherche à faire disparaître.

J'ai écouté avec intérêt le ministre dire qu'un des problèmes que pose la libellé de l'article à l'étude, c'est qu'il nous est très difficile d'établir qui doit faire l'objet d'une surveillance. Je trouve étrange que ce soit le ministre lui-même qui, au comité, ait suggéré l'emploi de ces termes. Sous sa forme originale, l'amendement contenait les mots: «toute personne dont les communications privées ont été interceptées». Ces mots ont un sens bien sûr beaucoup plus large que ceux qui figurent dans le bill sous sa forme actuelle. En fait, c'est pour calmer certaines des inquiétudes exprimées par le ministre au comité qu'on a adopté l'amendement qui proposait de remplacer ce libellé par les mots: «Ceux qui ont fait l'objet de l'interception».

Si je puis prendre un exemple pour montrer la nécessité d'un article comme celui-ci, je dirais que c'est une situation comparable à celle des sociétés de crédit, où des intérêts commerciaux détiennent des renseignements qui peuvent envahir la vie privée d'un individu et peuvent les communiquer par ordinateur ou d'une autre façon à pratiquement quiconque est prêt à payer pour ces renseignements. Dans un certain nombre de provinces, on prépare une loi dont l'une des principales dispositions prévoit qu'on permette au citoyen de voir son dossier et de le corriger. Je pense que c'est une disposition fort sage. Également je pense qu'il est sage ici de prévoir une disposition d'avis. S'il y a des tours de passe-passe, s'il est possible qu'on enregistre illégalement les communications d'un individu, en fait, s'il y a quoi que ce soit de louche dans le processus, la disposition qui prévoit qu'après 90 jours la personne qui a fait l'objet d'une interception en soit avisée permettra d'éclaircir la situation et de protéger davantage le citoyen.